

J'ai déjà souligné que le gouvernement a grossièrement abusé de la planche à billets. J'irai même jusqu'à dire que c'est un gouvernement de papier. Il a imprimé plus de dollars que n'importe quel autre gouvernement. En fait, il a émis plus de billets que tous les gouvernements antérieurs mis ensemble. Le gouvernement dirigé par le premier ministre actuel (M. Trudeau) en est rendu au point, comme nous le savons bien tous, que non content de semer le papier à tous vents, il veut laisser COJO tirer parti de la Monnaie en lui octroyant l'excédent du prix de revient des pièces sur leur valeur nominale. Peut-être pourrions-nous examiner d'un peu plus près en comité cette question du COJO.

J'ai principalement traité des questions intérieures. En ce qui concerne les affaires étrangères, le gouvernement n'est même pas un tigre de papier. Il serait plutôt une colombe de papier. Les membres du gouvernement parlent de paix, alors qu'ils cherchent à faire des profits en vendant les réacteurs nucléaires à tout venant.

En ce qui concerne l'inflation, il importe de signaler qu'en toutes occasions les membres du gouvernement parlent de soulager de ses effets ceux qui pourraient en souffrir. Selon nous, c'est peu. C'est peu que de soulager les gens après les avoir mis soi-même dans le pétrin. C'est comme s'attendre à ce que la victime d'un agresseur remercie celui-ci s'il l'aide à se relever.

Nous avons souvent entendu le ministre préconiser des restrictions, mais ses collègues de cabinet semblent toujours l'emporter sur lui lorsqu'il s'agit d'imposer ces restrictions. Je vous demande, monsieur l'Orateur, quel ministre des Finances pourrait le tolérer? Quel ministre des Finances pourrait tolérer qu'une majorité de ses collègues au sein du cabinet l'emporte toujours sur lui? Tout autre ministre des Finances aurait remis sa démission. J'ai dit que les dépenses du gouvernement actuel ont augmenté de 99.5 p. 100. Comme l'un de mes collègues l'a mentionné, la réclame publicitaire du savon Ivory laisse entendre que ce savon est pur à 99.41 p. 100; c'est pourquoi il flotte. Le ministre des Finances fait mieux. Ses propos sont du vent. Mais si le ministre flotte, le pays sombre.

Je suis désolé de constater que le ministre ne porte pas son gilet aujourd'hui. La vérité, c'est que notre ministre des Finances sert de façade aux plus gros dépensiers que le Canada ait jamais eu à sa tête. Le ministre a pour fonction de calmer les hommes d'affaires, les économistes et tous ceux qui se préoccupent de l'état de notre économie. Ils lui disent de prêcher la modération, alors qu'eux, à l'arrière, vont délibérer avec leurs spécialistes sur la façon dont ils peuvent faire plus de dépenses ou accorder à ces spécialistes des contrats d'étude plus alléchants. C'est pourquoi nous déclarons qu'il y a des centaines de millions de dollars d'honoraires d'experts-conseils, de frais d'impression, de publicité et d'autres frais semblables qu'on aurait pu retrancher des dépenses du gouvernement. Mais le ministre des Finances n'en a rien fait.

● (1600)

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Si l'on en juge d'après ce qu'il a fait jusqu'ici, le ministre ne préconise pas la modération. Une augmentation de 120 p. 100 de ses propres frais administratifs dans l'espace de 40 mois ne ressemble certainement pas à de la modération. En bon avocat, il essaie simplement d'exposer ses arguments en semblant prêcher la modération, tout en sachant qu'il encourage les dépenses,

*Budget—M. Stevens*

l'inflation et le manque de modération à tous les niveaux du gouvernement.

Nous devrions mettre fin à cette mascarade. J'exhorte les ministériels à exercer des pressions sur leurs maîtres afin qu'on cesse d'agir de façon irréfléchie comme on le fait depuis plusieurs années. De nombreux ministériels, et je les en félicite, m'ont dit en privé qu'ils sont eux aussi troublés par la façon dont le gouvernement conduit les affaires économiques du Canada.

**M. Lefebvre:** Quelle blague!

**M. Stevens:** Si c'est vrai, je les exhorte à prendre la parole à leur caucus et à dire au ministre des Finances ce qu'ils pensent de son programme économique, à dire au premier ministre ce qu'ils pensent de la conjoncture économique et, s'ils ne peuvent obtenir de résultats, je leur recommande de dire ce qu'ils pensent à la Chambre.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Mieux encore, ils pourraient venir de ce côté-ci de la Chambre et nous pourrions gouverner le pays de façon plus sérieuse.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Lundi soir, j'ai trouvé curieux que le ministre ne dise pas grand-chose des entretiens en vue d'en arriver à un consensus. Il semble que ces entretiens aient fait long feu et que nous n'entendrons plus beaucoup parler du programme de restriction volontaire. Pendant les huit mois au cours desquels ces entretiens ont eu lieu, dans quelle mesure ont-ils contribué à attiser l'inflation au Canada?

Comment peut-on espérer discuter avec des gens qui se déclarent en faveur de contrôles obligatoires, qui font tout un plat de la situation de l'économie mais qui n'essaient pas de consolider leurs positions en matière de prix et de salaires? L'expérience n'a guère été heureuse, et je pense que le ministre et le premier ministre doivent à cet égard fournir d'autres explications à la Chambre sur ce qu'ils projettent de faire en matière de contrôle à l'avenir. Ils paraissent pusillanimes. Ils préconisent des contrôles bénévoles, mais non des contrôles obligatoires. Si ces contrôles sont nécessaires, le gouvernement devrait avoir le courage de les imposer, non pas simplement d'en parler.

Qu'est-il advenu de l'idée du ministre: combattre l'inflation par un accroissement de l'offre? J'avais oublié combien de fois le ministre avait repris cet argument dans ses budgets précédents mais je l'ai constaté en les relisant. L'arme efficace de la lutte contre l'inflation, c'était l'accroissement de l'offre. Mais qu'est-il arrivé? Au moment où le ministre s'est présenté devant les premiers ministres et leur a fait part de ses projets pour combattre l'inflation, j'ai remarqué qu'il n'avait pas mentionné l'accroissement de l'offre.

Il leur a dit qu'il n'avait que trois options: l'une était ce qu'il a appelé une politique fiscale et monétaire très restrictive, solution qu'il a écartée; la deuxième, des contrôles volontaires; et, la troisième, des contrôles obligatoires. Si faut en croire le ministre, force est de constater qu'il n'a pas encore aujourd'hui de programme concernant l'offre. En somme, il n'a pas élaboré de programme pour mater l'inflation bien que celle-ci puisse bien se révéler l'ennemi permanent avec lequel nous devons compter.